

libéral est au pouvoir et, à mon sens, il a moins fait pour la détruire que ne l'ont fait les arguments présentés par mes honorables amis au cours du présent débat.

Le cultivateur de blé n'est pas entièrement négligé par l'ensemble des contribuables du Canada. Nous devons nous rappeler qu'il y a quelques années, je crois que c'était en 1950, un crédit de 65 millions de dollars a été prélevé sur le revenu général du pays et distribué directement aux producteurs de blé.

Ma circonscription est principalement industrielle. Il n'y a pas toutefois que de l'industrie; les cultivateurs y sont nombreux, et je dirais même que certains sont de très gros producteurs de blé. En ma qualité de représentant de cette circonscription à Ottawa, je puis dire que beaucoup de mes électeurs ne m'ont pas ménagé leurs critiques pour avoir consenti sans protester à cette subvention de 65 millions de dollars aux producteurs de blé. Je sais que nous pouvons nous attendre à toutes sortes d'arguments tendant à prouver que ce n'était pas une subvention; c'était une fausse manœuvre de la part de la Commission du blé ou du Gouvernement qui n'ont pas réussi à vendre le blé. Il n'en demeure pas moins que le blé était vendu par la Commission du blé en application de l'accord sur le blé que mes honorables amis d'en face ont appuyé dans le passé et qui, à en juger par leur attitude, continueront certainement d'appuyer à l'avenir. Ils ont demandé ces choses; mais en plus nous avons accordé 65 millions de dollars sans soulever d'objections de la part d'aucun des députés des autres régions du Canada.

Ce petit groupe d'isolés dans une région restreinte du Canada édifient leur dernière grande mise en scène et voudraient faire croire à tout le reste du Canada que nous cherchons à accabler les cultivateurs de l'Ouest.

Voilà l'attitude de ce petit bastion du socialisme. Je suis sûr qu'il se réjouirait grandement de voir les libéraux de la Chambre s'opposer ensemble à cette mesure et à la mesure qui doit être présentée plus tard afin de donner un supplément de 30 millions de dollars aux cultivateurs pour payer les frais d'entreposage de leurs céréales.

Comparons les prévisions budgétaires de la présente année, et de cette année seulement, et voyons ce qu'il en est. Il va de soi que c'est à peu près la même chose chaque année, sauf lorsque de telles subventions de l'ordre de 65 millions de dollars sont versées du même coup. Il y a similitude. L'agriculture doit recevoir, je le répète, 77 millions de dollars cette année. Les pré-

visions pour le ministère du Travail s'élevaient à 73 millions. Cette somme comprend, cela va de soi, 35 millions versés en bloc à la caisse d'assurance-chômage. La caisse d'assurance-chômage est alimentée par l'employeur, l'employé et le gouvernement. La main-d'œuvre du Canada atteint aujourd'hui plus de 5 millions de personnes. Encore que je ne connaisse pas les chiffres exacts, je crois que les familles qui vivent présentement de l'agriculture sont au nombre d'environ 300,000. C'est une estimation que je fais, mais je crois que ce chiffre se rapproche du nombre exact.

M. McCullough (Moose-Mountain): Parlez-vous de prêts bancaires en ce moment?

M. Byrne: Je suis stupéfait de l'audace de l'honorable député, monsieur le président. Il est revenu au moins trente ans en arrière et a voulu aussi pénétrer l'avenir, aller même jusqu'aux prochaines élections générales. C'est le but qu'il semble poursuivre. Je signale simplement ces choses à des fins de comparaison et non pour m'opposer à la mesure. Je sais que la CCF va s'y opposer. Ce parti va voter contre, moi pas.

M. Stewart (Winnipeg-Nord): Est-ce que vous allez passer au Sénat?

M. Byrne: J'ai signalé certaines choses faites par l'ensemble des contribuables. Ceux-ci les estiment fondées, en ce sens qu'elles visent à répartir plus également le produit national brut. Mais ce qu'on n'aime pas ce sont ces critiques sans fin, cette façon de mordre la main qui vous nourrit. Voilà à quoi nous avons assisté en cette enceinte à l'occasion de l'étude d'une mesure qui présente encore d'autres avantages.

De plus, dans l'ensemble de l'économie canadienne, le producteur de blé des Prairies de l'Ouest obtient également une aide importante par le maintien du tarif-marchandises afférent au Pas du Nid-de-Corbeau.

M. Johnson (Kindersley): Vous êtes vraiment contre les cultivateurs, n'est-ce pas?

M. Byrne: Le député déclare que je suis vraiment contre les cultivateurs. Je pense humblement et en toute sincérité que le député et les membres de son parti siégeant de l'autre côté de la Chambre laisseraient les cultivateurs se ruiner pour autant que cela n'empêcherait pas leur réélection. Ils savent que leur parti s'en va à la ruine et ils voudraient entraîner les cultivateurs de l'Ouest dans leur chute. Je ne dis pas qu'on devrait maintenir le tarif-marchandises afférent au Pas du Nid-de-Corbeau...

Une voix: Les chemins de fer n'ont pas perdu d'argent.